

Expulsion musclée d'un squat « historique »

— « Les CRS sont entrés chez nous ce matin à 8 h 30 à grands coups de pieds dans les portes et les murs, ils nous ont ordonné de dégager ». Sigrid est mère de trois enfants, son deuxième est né dans la maison qu'elle a dû quitter hier. Avec les onze autres habitants, elle s'est faite expulser d'un lieu qu'ils occupaient illégalement depuis quatre ans. Un squat « historique » de Toulouse, l'un des plus anciens, que les habitués appelaient, paraît-il, la *datcha*.

Un ancien bâtiment de direction de l'usine Job, toute proche, vidé de ses occupants quelques semaines avant l'hiver.

« Depuis le temps qu'ils sont ici, la mairie aurait pu au moins négocier avec eux », souligne Eric, un ami. Mais les représentants municipaux, présents sur les lieux à peine un quart d'heure, ne veulent ni négocier, ni s'adresser à la presse (lire ci-contre le point-de-vue de la mairie).

A l'entrée, les CRS filtent. Seuls les anciens habitants peuvent passer. « Ils sont venus en nombre démesuré par rapport au nombre de squatteurs », proteste Raphael, un des habitants expulsé. Six cars de CRS ont effectivement fait le déplacement, des membres des forces de l'ordre sont aux portes d'entrées, et d'autres, à l'intérieur, essaient d'accélérer le déménagement.

« Ce matin, quand ils sont arrivés, il y a eu quelques heurts, des habitants sont tombés par terre, poussés par les CRS », affirme Raphael.

« Nous ne faisons que notre métier, nous sommes là pour que les squatteurs dégagent le plus vite possible », explique un CRS, sous les sifflets de la vingtaine de personnes venues soutenir les délogés.

Un dialogue de sourds, comme le fait remarquer Sigrid : « nous n'avons pu discuter avec aucun membre de la mairie, nos seuls interlocuteurs sont les CRS. Comment voulez-vous qu'on s'explique ? ».

INCOMPREHENSION

Dans le quartier, les voisins ne comprennent pas non plus. « Mon petit-fils jouait avec les enfants de la maison, ils sont propres, très bien élevés. Ils ne m'ont jamais dérangé. Au contraire, j'aimais bien les écouter jouer de la musique l'été », assure Monique, une habitante du quartier. Leurs enfants n'ont connu que les écoles du quartier. Et « ils y sont bien intégrés » selon des voisins.

Les jeunes squatteurs précisent qu'ils participaient activement à la vie artistique et culturelle des Sept Deniers, notamment en travaillant étroitement avec la maison de quartier. « Avec notre association, A Plat, nous luttons également pour l'occupation des logements vides à Toulouse », explique Raphael.

Energés et pressés par des CRS de plus en plus agressifs, les douze personnes délogées ne savent pas où elles vont bien pouvoir aller. Personne, pour le moment, ne leur a proposé d'autres logements. ■

M. LEGASA



■ Les CRS ont expulsé, hier matin, les squatteurs de la future mairie annexe du quartier. Photo DDM - Michel VIALA

La future mairie annexe du quartier et un jardin public

La maison, un ancien bâtiment de direction de Job, dont les squatteurs ont été délogés hier matin, appartient en fait à la Ville de Toulouse. « C'est une longue histoire qui dure depuis 1994, explique-t-on au Capitole, la Ville a demandé à plusieurs reprises aux occupants illégaux de laisser les locaux.

Sans succès. Un projet d'aménagement de cet immeuble a donné lieu à une délibération du 25 septembre 2000. Plusieurs équipements publics sont prévus ici : transfert de la mairie annexe des Sept-Deniers, mise à disposition de livres de la bibliothèque, salles de réunion, création

d'une salle polyvalente pour les associations du quartier, aménagement du parc qui va devenir un jardin public. La Ville a proposé aux mamans qui habitaient dans le squat d'être hébergées, aux frais de la mairie, avec leurs enfants, dans un hôtel, assure-t-on au Capitole, mais elles ont refusé ».